

**communauté de communes**  
**BASSIN DE MARENNES****EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 23 septembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 20  
Nombre de votants : 23  
Date de la convocation : 15 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois septembre à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

**Présents :**

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Stéphane DELAGE (Le Gua)
M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac)
M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac)
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre)
Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)
M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)	M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

**Absents excusés :**

Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua)  
M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)  
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Madame Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)  
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac)

**Absents :**

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage)  
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)  
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua)

**Secrétaire de séance :** Monsieur François SERVENT

**Création d'un syndicat mixte ouvert de préfiguration du Parc  
Naturel Régional des marais du littoral charentais***Protection et mise en  
valeur de l'environnement*

Monsieur le Président rappelle à l'Assemblée les réflexions et démarches engagées depuis 2018 pour la création du Parc naturel régional sur les marais du littoral charentais.

Un Parc naturel régional est un territoire rural habité, reconnu au niveau national pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère, mais aussi fragile, qui s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel, culturel et humain.

Les Parcs naturels régionaux ont pour missions (article L.333-1 du Code de l'environnement) :

1. de protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée ;
2. de contribuer à l'aménagement du territoire ;
3. de favoriser le développement économique, social, culturel et la qualité de la vie ;
4. de contribuer à l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
5. de réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans ces domaines et de participer à des programmes de recherche.

Les PNR ont pour but de convaincre plutôt que de contraindre. En effet, un Parc naturel régional, ne disposant pas d'un pouvoir réglementaire spécifique, ne modifie en rien les règles générales applicables au droit de propriété, à la chasse, à la pêche...

La charte des parcs naturels régionaux est rédigée de manière concertée, avec l'ensemble des parties, de façon à faire l'objet d'un large consensus. Les communes, EPCI, département et région adhérents au syndicat mixte de préfiguration participent pleinement à sa rédaction. A l'issue de ce travail de rédaction, chaque commune sera amenée à se prononcer individuellement sur son adhésion ou non au projet de parc naturel régional.

De 2018 à 2021, une étude d'opportunité a été conduite dans le cadre d'une entente intercommunautaire réunissant plusieurs intercommunalités du territoire concerné.

Cette première phase de travail a permis de démontrer le caractère patrimonial du territoire, d'identifier les défis majeurs du territoire, de définir le périmètre du projet, et de mesurer la pertinence du classement en Parc naturel régional.

L'objectif, avec un PNR, est de mieux coordonner les actions en matière de préservation du patrimoine naturel et paysager, notamment en ce qui concerne les zones humides, et de fédérer les acteurs locaux autour d'un projet de développement économique durable dans un contexte de changement climatique.

Le projet de Parc est centré sur un système de marais et de zones humides uniques connectés à la mer des pertuis via les estuaires de la Charente, de la Seudre et de la Gironde : marais de la Presqu'île d'Arvert, de la Seudre, de Brouage et du nord de Rochefort.

Au terme de cette phase, la Région Nouvelle-Aquitaine, en décembre 2023, puis le Préfet de Région, en août 2024, ont validé l'opportunité de la démarche, émettant un avis favorable à sa poursuite.

Afin de poursuivre et consolider cette dynamique, il est désormais nécessaire de mettre en place une nouvelle gouvernance, plus structurée, réunissant l'ensemble des collectivités concernées.

À cet effet, il est proposé de créer un syndicat mixte ouvert de préfiguration, qui réunira :

- les 67 communes situées dans le périmètre d'étude ayant fait le choix d'y adhérer, les 7 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés en tout ou partie,
- le Département de la Charente-Maritime,
- ainsi que la Région Nouvelle-Aquitaine.

Ce syndicat mixte sera l'outil juridique et opérationnel de la phase de préfiguration. Il aura pour missions :

- d'élaborer la charte du futur Parc naturel régional, sur la base d'études préalables, en concertation avec les acteurs du territoire ;
- de conduire des actions de préfiguration, permettant d'expérimenter des dispositifs,
- d'assurer la communication, l'information et la sensibilisation autour du projet.

Monsieur le Président rappelle que le périmètre du projet de Parc naturel régional des Marais du littoral charentais comprend 67 communes issues de 7 intercommunalités, dont la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, pour un territoire d'environ 1 300 km<sup>2</sup> abritant près de 180 000 habitants.

Monsieur le Président propose la création du Syndicat mixte ouvert de préfiguration du Parc naturel régional des marais du littoral charentais, destiné à porter la démarche jusqu'à l'obtention du classement.

Monsieur le Président présente les statuts qui ont été élaborés en concertation avec les collectivités concernées, et propose l'adhésion de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes à ce syndicat mixte de préfiguration.

Monsieur le Président propose également que la collectivité participe financièrement à cette démarche par le versement, pour l'année 2026, d'une cotisation annuelle d'un montant de 1 € par habitant (calculée sur la base de la population des communes incluses dans le périmètre du projet de Parc), plafonnée à 25 000 € pour les intercommunalités.

### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.333-1 et suivants relatifs aux Parcs naturels régionaux ;

**Vu** la délibération 2023.2104.SP du 1<sup>er</sup> décembre 2023 du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine valant décision de création du futur Parc naturel régional des marais du littoral charentais ;

**Vu** l'avis d'opportunité favorable à la création d'un PNR sur les marais du littoral charentais du Préfet de la région Nouvelle Aquitaine en date du 23 août 2024 ;

**Considérant** l'intérêt patrimonial, environnemental et paysager majeur des marais du littoral charentais, la dynamique collective engagée depuis 2018 entre collectivités et partenaires locaux, et la nécessité d'organiser une gouvernance structurée pour conduire la phase de préfiguration ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

### DÉCIDE

- d'approuver la création d'un syndicat mixte ouvert de préfiguration du Parc naturel régional des marais du littoral charentais ;
- d'approuver les statuts du syndicat mixte tel qu'annexés à la présente délibération ;
- d'adhérer au Syndicat mixte de préfiguration dès sa création ;
- d'autoriser le Président à signer tout acte ou document relatif à cette adhésion, y compris les statuts constitutifs et les conventions afférentes.

### ADOpte À LA MAJORITÉ

Pour : 22

Contre : 1  
M. Richard GUÉRIT

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Le Président



Le Secrétaire de séance

